

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA DEFENSE
NATIONALE

LE MINISTRE

N° 255 /2017/MDN/A2

ARRETE

**fixant les conditions d'accès à la formation militaire des sous-officiers
contractuels et de carrière et hommes du rang contractuels
de l'Armée Nationale Populaire**

Le Ministre de la Défense Nationale ;

- Vu l'ordonnance n°06-02 du 28 février 2006, complétée, portant statut général des personnels militaires, notamment ses articles 17 et 80 ;
- Vu la loi n°14-06 du 9 août 2014 relative au service national ;
- Vu le décret présidentiel n°211/79/SG/A1 du 18 avril 1979 portant définition de la politique de formation au sein de l'Armée Nationale Populaire, notamment son article 14 ;
- Vu le décret présidentiel n°86-38/PR du 27 octobre 1986, modifié, portant organisation et missions de l'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire ;
- Vu le décret présidentiel n°89-26/PR du 17 juillet 1989, modifié et complété, portant organisation générale du Ministère de la Défense Nationale ;
- Vu le décret présidentiel n° 13-317 du 16 septembre 2013 fixant les missions et attributions du Vice-ministre de la Défense Nationale ;
- Vu le décret présidentiel n°15-125 du 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret présidentiel n°16-19 du 3 mai 2016 fixant les profils de formation des sous officiers de carrière et contractuels de l'Armée Nationale Populaire, notamment ses articles 18 et 19 ;
- Vu le décret présidentiel n°16-20 du 3 mai 2016 fixant les profils de formation des hommes du rang contractuels et notamment ses articles 12, 13 et 15 ;
- Vu le décret présidentiel n°15-16 du 17 août 2015 fixant les nomenclatures des grades paramédicaux de santé publique applicables aux personnels militaires et civils assimilés du Ministère de la Défense Nationale ;
- Vu le décret présidentiel n°16-37 du 1^{er} septembre 2016 portant dispositions particulières applicables aux sous-officiers paramédicaux de l'ANP, notamment ses articles 3 et 4 ;
- Vu l'arrêté n°148/78/SG/A2 du 19 avril 1978 fixant les conditions d'admission en formation des personnels non officiers contractuels et d'active ;
- Vu l'arrêté n°1749/91/MDN/A2 du 23 novembre 1991 portant organisation du concours annuel d'accès à la formation de programmeur au service informatique de l'Armée ;

- Vu l'arrêté n°103/97/MDN/M/A2 du 10 août 1997, modifié, portant dispositions transitoires relatives à la formation des personnels non officiers contractuels de l'Armée Nationale Populaire ;
- Vu l'arrêté n°111/98/MDN/M/A2 du 18 octobre 1998 portant création d'une formation spécialisée de sous-officiers destinés à l'emploi au sein des structures d'état-major ;
- Vu l'arrêté n°117/2014/MDN/A2 du 9 mars 2014 fixant la durée des contrats d'engagement et de réengagement des sous-officiers et hommes du rang contractuels ;

Arrête

Chapitre 1^{er}

OBJET

Article 1^{er} : Le présent arrêté a pour objet de fixer les conditions d'accès à la formation militaire des sous-officiers contractuels et de carrière et hommes du rang contractuels de l'Armée Nationale Populaire.

Chapitre 2

CONDITIONS GENERALES D'ACCES

Section 1

Formation militaire des nouvelles recrues (Sous-officiers et hommes du rang)

Article 2 : La formation militaire des sous-officiers contractuels et des hommes du rang contractuels de l'Armée Nationale Populaire, est ouverte aux candidats qui satisfont aux critères de recrutement dans l'Armée Nationale Populaire, conformément à la réglementation en vigueur au sein du Ministère de la Défense Nationale.

Article 3 : Les conditions générales d'accès à la formation militaire des sous-officiers contractuels et des hommes du rang contractuels, outre les critères de sélection spécifiques à chaque arme, sont définies comme suit :

- les candidats à la formation d'élève sous-officier contractuel, sanctionnée par un Certificat Militaire Professionnel du 2^{ème} degré (CMP-2), doivent justifier d'au moins du niveau scolaire de la 3^{ème} année secondaire, avec priorité aux détenteurs du diplôme de Baccalauréat de l'enseignement secondaire de l'éducation nationale ou d'un diplôme reconnu équivalent ;
- les candidats à la formation d'élève gradé contractuel, sanctionnée par un Certificat Militaire Professionnel du 1^{er} degré (CMP-1), doivent être titulaires du Brevet de l'Enseignement Moyen ou justifiant d'au moins du niveau de la 1^{ère} année secondaire, avec priorité aux détenteurs de certificats de l'enseignement et de la formation professionnels ;
- les candidats à la formation de djoundi contractuel, sanctionnée par un Certificat Pratique (CP), doivent justifier d'au moins du niveau scolaire de la 4^{ème} année moyenne, avec priorité aux détenteurs de certificats de l'enseignement et de la formation professionnels.

Article 4 : L'âge réglementaire pour le recrutement des sous-officiers contractuels et hommes du rang contractuels de l'Armée Nationale Populaire nouvellement recrutés, est fixé à dix huit (18) ans au minimum et vingt et un (21) ans au maximum à la date de recrutement.

Section 2

Formation militaire des militaires issus du rang

Article 5 : Les djounoud contractuels, titulaires du Certificat Pratique, qui totalisent au minimum quatre (4) années d'ancienneté de service, à la date de début de stage, sont admis à la formation militaire d'élève gradé contractuel, en vue de l'obtention du Certificat Militaire Professionnel du 1^{er} degré (CMP-1), après sélection selon les critères définis par voie réglementaire.

Article 6 : Les caporaux chefs contractuels, titulaires du Certificat Militaire Professionnel du 1^{er} degré (CMP-1), qui totalisent au minimum six (6) années d'ancienneté de service, peuvent être admis à la formation militaire en vue de l'obtention du Certificat Militaire Professionnel du 2^{ème} degré (CMP-2), après sélection selon les critères définis par voie réglementaire.

Article 7 : Les formations de Certificat Militaire Professionnel du 1^{er} degré (CMP-1) et Certificat Militaire Professionnel du 2^{ème} degré (CMP-2), citées aux articles 5 et 6 ci-dessus, sont accordées dans la limite des places pédagogiques autorisées annuellement.

Section 3

Formation de perfectionnement du 1^{er} degré et du 2^{ème} degré des sous-officiers de carrière

Article 8 : Les sous-officiers de carrière titulaires du Certificat Militaire Professionnel du 2^{ème} degré (CMP-2) depuis au moins quatre (4) années à la date de début de stage, sont éligibles à la formation de perfectionnement du 1^{er} degré, en vue de l'obtention du Brevet Militaire Professionnel du 1^{er} degré (BMP-1).

Article 9 : Les sous-officiers de carrière titulaires du Brevet Militaire Professionnel du 1^{er} degré (BMP-1) depuis au moins trois (3) années à la date de début de stage, sont éligibles à la formation de perfectionnement du 2^{ème} degré, en vue de l'obtention du Brevet Militaire Professionnel du 2^{ème} degré (BMP-2) dans la même spécialité.

Chapitre 3

CONDITIONS PARTICULIERES D'ACCES

Section 1

Formation militaire par voie de reconversion du Service National

Article 10 : Les sous-officiers contractuels et les hommes du rang contractuels recrutés par voie de reconversion du Service National, candidats à la formation militaire, doivent remplir les mêmes conditions d'accès prévues pour les cycles de formation citées aux articles 3 et 4 du présent arrêté.

Article 11: Les sous-officiers contractuels et les hommes du rang contractuels, recrutés par voie de reconversion du Service National, sont astreints à suivre une formation militaire complémentaire, dont le programme et la durée sont fixés conformément à la réglementation en vigueur au sein du Ministère de la Défense Nationale.

Section 2

Formations paramédicales des sous-officiers contractuels et de carrière paramédicaux

Article 12 : Outre les conditions générales d'accès énumérées aux articles 2, 3 et 4, les candidats destinés à une formation paramédicale de sous-officiers contractuels et de carrière, sont soumis aux dispositions du décret n°16-37 du 1^{er} septembre 2016, susvisé.

Section 3

Formation d'Education Physique Militaire Spécialisée

Article 13 : Les candidats à la formation des sous-officiers contractuels, nouvellement recrutés ou issus du rang, pour suivre une formation d'Education Militaire Physique Spécialisée (BEMPS) en arts martiaux, sanctionnée par le Certificat Militaire Professionnel du 2^{ème} degré (CMP-2), suivi des Brevets d'Education Militaire et Physique et Sportive du 1^{er} degré (BEMPS-1) et 2^{ème} degré (BEMPS-2), doivent remplir, outre les conditions fixées aux articles 3, 4 et 6 du présent arrêté, les critères de sélection spécifiques aux troupes spéciales.

Article 14 : Les sous-officiers contractuels ayant suivi une formation d'Education Militaire Physique Spécialisée en arts martiaux sont dispensés des formations de perfectionnement des 1^{er} et 2^{ème} degrés.

Section 4

Formations militaires spécialisées des sous-officiers contractuels et de carrière

Article 15 : Des formations militaires spécialisées au profit des sous-officiers contractuels et de carrière, d'une durée au moins égale à celles prévues à chacune des formations de perfectionnement du 1^{er} ou du 2^{ème} degré, peuvent avoir l'équivalence du Brevet Militaire Professionnel du 1^{er} degré (BMP-1) ou du Brevet Militaire Professionnel du 2^{ème} degré (BMP-2), selon les critères définis par voie réglementaire.

Chapitre 4

DISPOSITIONS FINALES

Article 16 : Les formations citées supra, n'excluent pas d'autres types de formation, notamment les cours spécifiques, les cours de recyclage, de reconversion, de qualification ou de spécialisation, dont les conditions d'accès spécifiques sont définies par voie réglementaire.

Article 17 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté, notamment celles contenues dans l'arrêté n°148/78/SG/A2 du 19 avril 1978, susvisé.

Article 18 : Le présent arrêté prendra effet à partir du cycle de formation 2017-2018 et sera publié au Bulletin Officiel du Ministère de la Défense Nationale (Edition Chronologique).

Fait à Alger, le 01 AVR 2017



**P/Le Ministre de la Défense Nationale,
Le Vice-ministre de la Défense Nationale
Chef d'Etat-Major de l'Armée Nationale Populaire**

قرار

يحدد شروط الإلتحاق بالتكوين العسكري لضباط الصف المتعاقدين
والعاملين ورجال الصف المتعاقدين للجيش الوطني الشعبي

إن وزير الدفاع الوطني،

- بمقتضى الأمر رقم 02-06 المؤرخ في 28 فبراير 2006، المتمم، المتضمن القانون العام للمستخدمين العسكريين، لاسيما في المادتين 17 و 80 منه،
- وبمقتضى القانون رقم 06-14 المؤرخ في 9 غشت 2014 المتعلق بالخدمة الوطنية،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 79/211/أع/1 المؤرخ في 18 أبريل 1979 المتضمن تحديد سياسة التكوين في الجيش الوطني الشعبي، لاسيما المادة 14 منه،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 86-38/رج المؤرخ في 27 أكتوبر 1986، المعدل، المتضمن تنظيم أركان الجيش الوطني الشعبي ومهامها،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 89-26/رج المؤرخ في 17 يوليو 1989، المعدل والمتمم، المتضمن التنظيم العام لوزارة الدفاع الوطني،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 13-317 المؤرخ في 16 سبتمبر 2013 المحدد لمهام نائب وزير الدفاع الوطني وصلاحياته،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 15-125 المؤرخ في 14 مايو 2015، المعدل، المتضمن تعيين أعضاء الحكومة،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 16-19 المؤرخ في 3 مايو 2016 المحدد لمسارات تكوين ضباط الصف العاملين والمتعاقدين بالجيش الوطني الشعبي، لاسيما المادتين 18 و 19 منه،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 16-20 المؤرخ في 3 مايو 2016 المحدد لمسارات تكوين رجال الصف المتعاقدين للجيش الوطني الشعبي، لاسيما المواد 12، 13 و 15 منه،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 15-16 المؤرخ في 17 غشت 2015 المحدد لمدونات الرتب شبه الطبية للصحة العمومية المطبقة على المستخدمين العسكريين والمدنيين الشبيهين التابعين لوزارة الدفاع الوطني،
- وبمقتضى المرسوم الرئاسي رقم 16-37 المؤرخ في أول سبتمبر 2016 المتضمن الأحكام الخاصة المطبقة على ضباط الصف شبه الطبيين للجيش الوطني الشعبي، لاسيما المادتين 3 و 4 منه،
- وبمقتضى القرار رقم 148/78/أع/2 المؤرخ في 19 أبريل 1978 المحدد لشروط القبول في التكوين للمستخدمين غير الضباط المتعاقدين والعاملين،

- وبمقتضى القرار رقم 91/1749/ودو/أ2 المؤرخ في 23 نوفمبر 1991 المتضمن تنظيم المسابقة السنوية للإلتحاق بتكوين مبرمج بمصلحة الإعلام الآلي للجيش،
- وبمقتضى القرار رقم 97/103/ودو/أ2 المؤرخ في 10 غشت 1997، المعدل، المتضمن الأحكام الانتقالية الخاصة بتكوين المستخدمين غير الضباط المتعاقدين للجيش الوطني الشعبي،
- وبمقتضى القرار رقم 98/111/ودو/أ2 المؤرخ في 18 أكتوبر 1998 المتضمن إحداث تكوين متخصص لصف الضباط الموجهين للعمل ضمن هياكل هيئة الأركان،
- وبمقتضى القرار رقم 2014/117/ودو/أ2 المؤرخ في 9 مارس 2014 المحدد لمدة عقود التجنيد وإعادة التجنيد لضباط الصف ورجال الصف المتعاقدين،

يقرر

الفصل الأول الموضوع

المادة الأولى: يهدف هذا القرار إلى تحديد شروط الإلتحاق بالتكوين العسكري لضباط الصف المتعاقدين والعاملين ورجال الصف المتعاقدين للجيش الوطني الشعبي.

الفصل الثاني الشروط العامة للإلتحاق

القسم (1) التكوين العسكري للمجندين الجدد (ضباط الصف ورجال الصف)

المادة 2: إن التكوين العسكري لضباط الصف المتعاقدين ورجال الصف المتعاقدين للجيش الوطني الشعبي، مفتوح للمرشحين الذين يستوفون شروط التجنيد في الجيش الوطني الشعبي، طبقاً للقوانين سارية المفعول بوزارة الدفاع الوطني.

المادة 3: علاوة على مقاييس الإنتقاء الخاصة بكل سلاح، تحدد الشروط العامة للإلتحاق بالتكوين العسكري لضباط الصف المتعاقدين ورجال الصف المتعاقدين كما يلي :

- يجب أن يثبت المرشحون لتكوين طالب ضابط صف متعاقد، المتوج بالشهادة العسكرية المهنية درجة ثانية (ش ع م-2)، على الأقل لمستوى دراسي للسنة الثالثة ثانوي، مع الأولوية للحاصلين على شهادة البكالوريا للتعليم الثانوي للتربية الوطنية أو شهادة معادلة لها،

- يجب أن يكون المرشحون لتكوين طالب رتيب متعاقد، المتوج بالشهادة العسكرية المهنية درجة أولى (ش ع م-1)، حائزين على شهادة التعليم المتوسط أو يثبتون على الأقل مستوى السنة الأولى ثانوي، مع الأولوية للحاصلين على شهادات التكوين والتعليم المهنيين،

- يجب أن يثبت المرشحون لتكوين جندي متعاقد، المتوج بالشهادة التطبيقية (ش ت)، مستوى دراسي على الأقل للسنة الرابعة متوسط، مع الأولوية للحاصلين على شهادات التكوين والتعليم المهنيين.

المادة 4: تحدد السن القانونية لتجنيد ضباط الصف المتعاقدين ورجال الصف المتعاقدين بالجيش الوطني الشعبي، ما بين ثمانية عشر (18) سنة على الأقل وواحد وعشرين (21) سنة على الأكثر عند تاريخ التجنيد.

القسم (2)

التكوين العسكري للعسكريين المنحدرين من الصف

المادة 5: يقبل الجنود المتعاقدون، الحاصلون على الشهادة التطبيقية، الذين أتموا أربع (4) سنوات على الأقل أقدمية في الخدمة، عند تاريخ بداية التبرص، لمتابعة التكوين العسكري لطالب رتيب متعاقد، لنيل الشهادة العسكرية المهنية درجة أولى (ش ع م-1)، وذلك بعد الإنتقاء حسب المعايير المحددة عن طريق التنظيم.

المادة 6: يمكن قبول العرفاء الأوائل المتعاقدين، الحاصلين على الشهادة العسكرية المهنية درجة أولى (ش ع م-1)، الذين أتموا ستة (6) سنوات أقدمية في الخدمة، لمتابعة التكوين العسكري لنيل الشهادة العسكرية المهنية درجة ثانية (ش ع م-2)، وذلك بعد الإنتقاء حسب المعايير المحددة عن طريق التنظيم.

المادة 7: تمنح تكوينات الشهادة العسكرية المهنية درجة أولى (ش ع م-1) والشهادة العسكرية المهنية درجة ثانية (ش ع م-2) المذكورة في المادتين 5 و6 أعلاه في حدود المقاعد البيداغوجية المسموح بها سنويا.

القسم (3)

تكوين الإتقان درجة أولى وثانية لضباط الصف العاملين

المادة 8: يؤهل ضباط الصف العاملون الحاصلون على الشهادة العسكرية المهنية درجة ثانية (ش ع م-2) منذ أربع (4) سنوات على الأقل عند تاريخ بداية التبرص، لمتابعة تكوين الإتقان درجة أولى، لنيل الأهلية العسكرية المهنية درجة أولى (أ ع م-1).

المادة 9: يؤهل ضباط الصف العاملون الحاصلون على الأهلية العسكرية المهنية درجة أولى (أ ع م-1) منذ ثلاث (3) سنوات على الأقل عند تاريخ بداية التبرص، لمتابعة تكوين الإتقان درجة ثانية، لنيل الأهلية العسكرية المهنية درجة ثانية (أ ع م-2) في نفس الاختصاص.

الفصل الثالث

الشروط الخاصة للإلتحاق

القسم (1)

التكوين العسكري عن طريق التحويل من الخدمة الوطنية

المادة 10: يجب أن يستوفي ضباط الصف المتعاقدون ورجال الصف المتعاقدون، المجندون عن طريق التحويل من الخدمة الوطنية، المرشحون لتكوين عسكري، نفس شروط الإلتحاق المقررة لدورات التكوين المذكورة في المادتين 3 و4 لهذا القرار.

المادة 11: ضباط الصف المتعاقدون ورجال الصف المتعاقدون، المجندون عن طريق التحويل من الخدمة الوطنية، ملزمون بمتابعة تكوين عسكري تكميلي، يحدد برنامجه ومدته طبقاً للقوانين السارية المفعول في بوزارة الدفاع الوطني.

القسم (2)

التكوينات شبه الطبية لضباط الصف المتعاقدين والعاملين شبه الطبيين

المادة 12: علاوة على الشروط العامة للإلتحاق المذكورة في المواد 2، 3 و4، يخضع المترشحون الموجهون للتكوين شبه الطبي لضباط الصف المتعاقدين والعاملين، لأحكام المرسوم رقم 16-37 المؤرخ في أول سبتمبر 2016، المشار إليه أعلاه.

القسم (3)

تكوين التربية البدنية العسكرية الخاصة

المادة 13: يجب أن يستوفي المرشحون لتكوين ضباط صف متعاقدين، المجندون الجدد أو المنحدرون من الصف، بالإضافة إلى الشروط المبينة في المواد 3، 4 و6 من هذا القرار، معايير الإنتقاء الخاصة بالقوات الخاصة، لمتابعة تكوين التربية البدنية العسكرية الخاصة للفنون القتالية، الذي يتوج بالشهادة العسكرية المهنية للدرجة الثانية (ش ع م-2)، متبوعة بالأهلية للتربية العسكرية البدنية الرياضية من الدرجة الأولى (أ ت ع ب ر-1) والثانية (أ ت ع ب ر-2).

المادة 14: يعفى ضباط الصف المتعاقدون الذين تابعوا تكوين التربية البدنية العسكرية الخاصة في الفنون القتالية، من متابعة تكوينات الإلتقان للدرجة الأولى والثانية.

القسم (4)

التكوينات العسكرية المتخصصة لضباط الصف المتعاقدين والعاملين

المادة 15: يمكن أن تكون التكوينات العسكرية المتخصصة لفائدة ضباط الصف المتعاقدين والعاملين، بمدة تساوي على الأقل مدة التكوينات للإلتقان من الدرجة الأولى أو الثانية، محل معادلة للأهلية العسكرية المهنية درجة أولى (أ ع م-1) أو الأهلية العسكرية المهنية درجة ثانية (أ ع م-2)، وذلك حسب المعايير المحددة عن طريق التنظيم.

الفصل الرابع

أحكام ختامية

المادة 16: لا تستثنى التكوينات المذكورة أعلاه، أنواعاً أخرى من التكوين، لاسيما الدروس الخاصة، دروس الرسكلة أو التحويل أو التأهيل أو التخصص، حيث تحدد شروط الإلتحاق الخاصة بها عن طريق التنظيم.

المادة 17: يلغي هذا القرار جميع الأحكام المخالفة السابقة، لاسيما تلك الواردة في القرار رقم 148/78/أع/2 المؤرخ في 19 أبريل 1978، المشار إليه أعلاه.

المادة 18 : يسري مفعول هذا القرار ابتداء من دورة التكوين 2017-2018 وينشر في النشرة الرسمية لوزارة الدفاع الوطني (الطبعة التسلسلية).

حرر بالجزائر، في 19 أبريل 2017

ع/وزير الدفاع الوطني
نائب وزير الدفاع الوطني،
رئيس أركان الجيش الوطني الشعبي



(Handwritten signature)

(Faint handwritten text)